

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Un monde en faillite ?

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 1er mars 2009

Démocratie & Socialisme

MOMENT impressionniste. En novembre 2007, en plein mouvement contre la LRU et les réformes du secondaire, Luc Ferry stigmatise sur LCI le « *rejet du réel* » dont fait preuve la jeunesse, « *comme si le monde de l'entreprise, c'était le diable* ». Un an plus tard, le même Ferry vilipende cette fois les entreprises qui sont devenues entre temps « *des lieux d'exploitation de l'homme par l'homme* ». Et l'ancien ministre de l'Éducation Nationale de conclure de la sorte : les « *capitalistes [...] doivent comprendre ça, sinon, ils vont se faire bouffer* ». Les adorateurs du libéralisme quittant le navire en train de couler, c'est sans nul doute un sport qui va devenir très à la mode par le temps qui courent... Car les lézardes qui fissurent le monde libéral deviennent des fossés, dans tous les pays que l'on érigeait encore il y a peu au rang de paradis pour actionnaires.

L'Islande était une de ces merveilles pour libéraux : une économie totalement dérégulée, des fonds de pensions infiniment plus puissants que la banque centrale, des investissements directs à l'étranger en veux-tu, en voilà... Un rapport du Sénat de 2007 prouve l'admiration à peine voilée que suscitait dans la droite française ce modèle ultra-libéral : « *c'est à partir de 1991 que l'Islande opère une véritable transition économique, passant d'un système d'État-providence à une économie libérale. [...] De 1994 à 2002, l'économie islandaise est marquée par la libéralisation, la privatisation des services - en particulier des banques - et l'ouverture de l'économie et des marchés financiers* ». Nos clairvoyants sénateurs osaient parler d'une « *situation économique solide* » qui « *apparaît comme l'une des plus florissantes du paysage économique mondial actuel* ». Un an plus tard, l'Islande est au bord du gouffre : la couronne a perdu 50 % de sa valeur, les prix ont augmenté de 15 % et la dette nationale est abyssale (près de 8 fois le PNB de l'île). En deux mots, la bulle financière islandaise a explosé et le pays, au bord de la banqueroute, en paie les frais. La réaction ne traîne pas. Fin septembre, la banque Glitnir voit 75 % de ses actions rachetées par l'État islandais. La semaine suivante, ce dernier prend le contrôle de Landsbanki, la deuxième banque du pays, puis de la principale institution financière, la Kaupthing Bank. Selon le Premier ministre, « nous étions confrontés à un risque réel de voir l'économie nationale emportée dans la tourmente bancaire internationale et de finir par une faillite nationale, la législation était nécessaire pour éviter une telle issue ». Pour autant, les observateurs s'accordent à dire que le PIB de l'Islande va connaître une chute de plus de 10 %. Depuis octobre 2008, les vagues de licenciements se succèdent et les manifestations se multiplient pour demander des comptes, ainsi que des élections anticipées. Certains rassemblements ont même pu dégénérer et susciter les premiers heurts avec la police depuis 60 ans. Comme quoi, la Roche tarpéienne du chaos social est proche du Capitole des libéraux...

Et que dire de l'Espagne qui connaît une « croissance négative » au 4e trimestre 2008 ? La croissance espagnole, qui s'appuyait sur le boom de la construction et sur l'augmentation des prix immobiliers, s'est effondrée sous les coups combinés de l'endettement des ménages et de la crise des subprimes. Alan Greenspan, l'ancien chef de la Federal Reserve a d'ailleurs affirmé dans *El Pais*, que « *la bulle de l'immobilier en Espagne a été plus importante que dans la plupart des autres pays européens et de plus grande ampleur qu'aux États-Unis et qu'en ce sens, l'économie espagnole est plus vulnérable à la crise que l'Amérique* ». Que dire du Royaume-Uni qui s'interroge sur la pérennité de sa monnaie ? Que dire de la Hongrie qui vit sous perfusion financière de l'Union Européenne depuis plusieurs mois ?

Que dire de l'Allemagne et de ses 4 % de récession ? Il n'y a qu'une chose à dire. Si plupart des états libéraux ne s'effondrent pas totalement, ce n'est qu'en raison des « *semences de socialisme* » qui survivent en leur sein, héritage des acquis démocratiques et sociaux obtenus à la Libération. Si la France se porte moins mal que les autres, c'est grâce au système de retraite par répartition, aux allocs, à la sécurité sociale, à l'existence d'une fonction publique importante... Il est plus que temps de tirer les leçons politiques de cette évidence.

Jean-François Claudon (75)